



Assemblée générale

Distr. générale
27 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 100 t) de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet : adoption
de mesures de confiance à l'échelon régional
et sous-régional**

**Lettre datée du 8 décembre 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Tadjikistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à la résolution [59/50](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 2 décembre 2004, par laquelle le statut d'observateur a été conféré à l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) à l'Assemblée, et aux résolutions sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'OTSC, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

La République du Tadjikistan, qui a assumé la présidence de l'Organisation du Traité de sécurité collective pour la période 2020-2021, a le plaisir de communiquer ci-joint le texte d'une déclaration du Conseil de sécurité collective de l'OTSC adoptée à Douchanbé le 16 septembre 2021 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 100 t) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Jonibek **Hikmat**



Annexe à la lettre datée du 8 décembre 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : russe]

Déclaration du Conseil de sécurité collective de l'Organisation du Traité de sécurité collective

Nous, membres du Conseil de sécurité collective de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), à la veille du 30^e anniversaire du Traité et du 20^e anniversaire de la création de l'Organisation elle-même, déclarons notre ferme engagement à accroître la coopération entre États membres, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, aux dispositions du Traité de sécurité collective du 15 mai 1992, à la Charte de l'OTSC, en date du 7 octobre 2002, et à la stratégie de sécurité collective de l'Organisation pour la période allant jusqu'en 2025.

Les États membres de l'OTSC s'engagent à établir un ordre mondial multipolaire juste et durable, qui soit fondé sur la primauté du droit international, la coopération multilatérale – au sein de laquelle un rôle central de coordination est dévolu à l'Organisation des Nations Unies – et la diversité culturelle et civilisationnelle.

Les États membres de l'OTSC s'opposent aux tentatives visant à remplacer des normes et principes universellement reconnus du droit international par des concepts controversés, qui ramèneraient notre monde à l'époque des affrontements entre blocs et des lignes de démarcation.

Afin de renforcer la paix, de garantir la sécurité et la stabilité internationales et régionales et de protéger, sur une base collective, l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États, les pays membres de l'OTSC entendent continuer d'œuvrer dans leurs domaines d'activité prioritaires en appliquant de manière cohérente les engagements, traités internationaux, décisions, descriptifs de programme et accords consignés dans les documents finaux des réunions du Conseil de sécurité collective et des autres organes créés en vertu de la Charte de l'OTSC.

Nous notons avec satisfaction qu'au fil des années, l'OTSC, structure de sécurité collective multifonctionnelle dotée d'outils réels et de mécanismes efficaces, a accumulé les capacités nécessaires pour faire face à un large éventail de défis et menaces de notre temps.

Au vu de la situation compliquée dans laquelle le monde se trouve actuellement, qui se caractérise par une intensification de la concurrence entre États, des tensions internationales grandissantes et un amenuisement des possibilités de faire face, sur un front commun et de manière constructive, aux défis et menaces traditionnels et nouveaux, les États membres de l'OTSC réaffirment leur unité et leur détermination à œuvrer sans relâche au renforcement de la sécurité internationale et régionale et au règlement équitable des différends internationaux, sur la base des normes et principes universellement reconnus du droit international.

Les États membres de l'OTSC condamnent la pratique suivie par certains États, à titre individuel ou en groupe, consistant à appliquer des mesures restrictives coercitives unilatérales, laquelle constitue une violation de la prérogative du Conseil de sécurité des Nations Unies et est un exemple flagrant d'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains.

Nous sommes profondément préoccupés par l'ampleur constante des menaces pesant sur la sécurité dans la zone de responsabilité de l'OTSC ainsi que sur la souveraineté des États membres de l'Organisation. Tout empiètement sur le territoire souverain des États membres de l'OTSC constitue à nos yeux une violation grave du droit international. Nous condamnons ces pratiques et réaffirmons notre attachement aux déclarations et décisions adoptées précédemment, s'agissant notamment de la mise en place, au niveau des frontières externes des États membres de l'OTSC, d'un système de sécurité ayant pour visée de garantir la sécurité, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États membres.

La détérioration de la situation en Afghanistan est préoccupante. Nous nous déclarons prêts, si nécessaire, à prendre des mesures efficaces pour assurer la sécurité des frontières méridionales de la zone de responsabilité de l'Organisation du Traité de sécurité collective, conformément aux décisions du Conseil de sécurité collective.

Nous soutenons la transformation de l'Afghanistan en un État pacifique et indépendant, libéré du terrorisme et des stupéfians. Nous appelons toutes les parties afghanes concernées par le conflit à entamer dès que possible des discussions de fond en vue d'un règlement pacifique de la situation. Dans ce contexte, nous estimons qu'il est souhaitable de mettre à profit les possibilités de négociation existant en la matière, telles que celles offertes par le mécanisme de la troïka élargie et le processus de Moscou, instruments les plus à même de faciliter le processus de réconciliation nationale dans le pays.

Les États membres de l'OTSC sont fermement convaincus que les problèmes internationaux existants ne pourront être réglés que par la voie politico-diplomatique, et donnent la priorité à l'adoption d'approches coordonnées pour améliorer la situation internationale et lutter plus efficacement contre les défis et les menaces auxquels certains d'entre eux ont à faire face. Dans ce contexte, ils soulignent que l'instauration d'un dialogue à grande échelle est de plus en plus pertinente pour ce qui est de surmonter les tensions entre États, de restaurer la confiance et de renforcer la sécurité et la stabilité internationales.

Nous notons qu'il importe que les États membres de l'OTSC élaborent et adoptent des déclarations communes, pratique efficace leur permettant de montrer un front uni sur un large éventail de questions internationales d'actualité, en vue de les promouvoir conjointement dans les principales instances internationales.

Nous sommes favorables à un renforcement de l'efficacité des consultations politiques tenues à plusieurs niveaux par les États membres de l'OTSC, qui permettent d'apporter des réponses collectives coordonnées aux nouveaux défis et menaces.

Les États membres de l'OTSC continueront de travailler de concert au développement des institutions de l'État bénéficiant du statut d'observateur auprès de l'Organisation ainsi que du partenaire de cette dernière, afin d'améliorer le système de relations extérieures de celle-ci et d'accroître sa capacité à contribuer au renforcement de la sécurité internationale et régionale. L'OTSC intensifiera sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies, la Communauté d'États indépendants, l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans des domaines d'intérêt commun.

Compte tenu de l'évolution de la situation militaire et politique dans le monde, y compris dans la zone de responsabilité de l'OTSC, les États membres continueront d'accroître progressivement les forces et les ressources du système de sécurité collective afin d'en améliorer l'état de préparation et, partant, de favoriser la bonne réalisation des tâches confiées.

Les États membres apprécient l'efficacité des exercices militaires régulièrement menés par l'Organisation et sont favorables à la poursuite de cette pratique.

En ce qui concerne la coopération militaire, tant sur les plans économique que technique, les États membres de l'OTSC entendent accorder une plus grande attention à l'établissement de liens de coopération entre les entreprises et les organisations de défense, ainsi qu'à la mise en œuvre intégrale du plan relatif à la dotation des Forces collectives de réaction rapide de l'Organisation en armes modernes, équipements militaires et spéciaux et installations spéciales.

Dans le même temps, les États membres de l'OTSC insistent sur le fait que les efforts de coopération militaire et politique déployés dans le cadre de l'Organisation ne sont pas dirigés contre des pays tiers ou d'autres organisations internationales, mais servent exclusivement leurs propres intérêts de sécurité.

Les États membres de l'OTSC sont favorables au renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires et réaffirment le caractère toujours précieux du Traité sur la non-prolifération, qu'ils jugent essentiel au maintien de la sécurité internationale.

Les États membres de l'OTSC entendent continuer de déployer des efforts conjoints pour prévenir une course aux armements dans l'espace, domaine qu'ils s'efforceront de préserver à des fins pacifiques. À cet égard, ils confirment l'urgente nécessité d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la base du projet de traité russo-chinois relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, ainsi que l'importance de l'initiative internationale sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, à laquelle ils sont tous pleinement parties.

Les États membres de l'OTSC sont favorables au renforcement, dans l'Organisation, de la coopération et de la coordination en matière de sécurité biologique.

Les États membres de l'OTSC condamnent fermement le terrorisme et l'extrémisme sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations et jugent inacceptable que des États tirent parti d'organisations terroristes et de groupes extrémistes connexes pour satisfaire leurs propres intérêts politiques et géopolitiques. Ils soulignent qu'afin de mieux contrer les menaces que présentent le terrorisme et l'extrémisme, il est essentiel de coopérer aux niveaux bilatéral, régional et mondial, sous la coordination de l'ONU.

Les États membres de l'OTSC sont favorables au maintien et au renforcement du régime juridique international en place s'agissant du contrôle des drogues, lequel repose sur trois grandes conventions de l'ONU, et s'opposent à la légalisation de certains types de stupéfiants.

La stratégie de lutte contre la drogue approuvée en 2020 par les États membres de l'OTSC pour la période 2021-2025 offre de nouvelles possibilités pour ce qui est de réduire sensiblement le trafic illicite de drogues et l'utilisation de ces substances à des fins non médicales, de mettre en place un système efficace de protection contre l'importation illégale de drogues, d'étendre les mécanismes destinés à prévenir la fabrication illégale de stupéfiants et la culture de plantes servant à fabriquer des drogues sur le territoire des États membres et d'entraver à la source l'essor économique de ces activités. L'opération régionale de lutte contre la drogue actuellement menée par l'Organisation du Traité de sécurité collective (opération Kanal) s'est révélée efficace.

Les États membres de l'OTSC entendent continuer de contribuer aux efforts internationaux visant à assurer la sécurité de l'information, à lutter contre les

migrations illégales et à protéger les populations contre les catastrophes naturelles et anthropiques.

Nous sommes fermement décidés à accroître la présence de l'OTSC dans les médias afin d'informer au mieux un public aussi large que possible sur les activités de l'Organisation.

Les États membres de l'OTSC sont particulièrement satisfaits de la façon dont la République du Tadjikistan a assuré la présidence de l'Organisation en 2020-2021, le pays ayant contribué à faire avancer le développement progressif de cette dernière ainsi qu'à accroître la coopération dans tous ses domaines d'activités.
